

LA PRESSE EN PARLE
Manifeste pour décarboner l'Europe

PRESSE GÉNÉRALISTE

- Le Monde** | [Les patrons français offensifs sur le climat](#)
Le Monde | [Les patrons rappellent l'Europe à ses engagements climatiques \[papier\]](#)
Le Figaro | [Présidentielle: 80 patrons réclament un plan en faveur du climat](#)
Les Echos | [Un plan pour une Europe « zéro carbone »](#)
Les Echos | [Décarboner l'Europe, c'est possible](#)
L'Opinion | [Ces patrons qui veulent décarboner l'Europe \[papier & web\]](#)
La Tribune | [L'économie et la finance françaises se mobilisent pour le climat](#)
Challenges | [Climat: Pourquoi les patrons s'unissent \(enfin\) pour décarboner l'Europe](#)
Challenges | [Le patronat valorise une Europe sans CO2 \[papier\]](#)
L'Express | [L'interview expert : Matthieu Auzanneau, Directeur du think tank Shift Project](#)
-

PRESSE SPÉCIALISÉE

- BFM Business** | ["Décarboner l'Europe", le combat qui réunit EDF, Michelin et Montebourg](#)
EurActiv | [L'économie et la finance françaises se mobilisent pour le climat](#)
L'Usine Nouvelle | [80 industriels s'engagent à décarboner l'Europe](#)
L'Usine Nouvelle | [Rafale, Intelligence Campus, Carbone... 7 bonnes nouvelles pour commencer la semaine](#)
Wansquare | [Chiffres du jour_Mercredi 22 mars_80 dirigeants d'entreprise](#)
Journal de l'Environnement | [Jean-Marc Jancovici lance un appel à décarboner l'Europe](#)
AEF Développement durable | [The Shift Project adresse aux présidentiables son "manifeste pour décarboner l'Europe", signé par de grandes sociétés](#)
Actu-environnement | [Le Shift Project exhorte à décarboner l'Europe](#)
Novethic | [APPEL POUR UNE ÉCONOMIE EUROPÉENNE ZÉRO CARBONE](#)
Ressources Solidaires | [Le groupe Macif signe le Manifeste pour décarboner l'Europe](#)
Décisions durables | [Economie et climat : sur la même longueur d'onde ?](#)
Assurland | [La Macif signe le Manifeste pour décarboner l'Europe](#)
Esteval | [LE GROUPE MACIF SIGNE LE MANIFESTE POUR DÉCARBONER L'EUROPE](#)
-

AUTRES PUBLICATIONS

- ODILE JACOB** | Livre : Décarbonons ! 9 propositions pour décarboner l'Europe (Mai 2017)
FUTURIBLES | Publication complète du Manifeste pour décarboner l'Europe et des « 9 propositions pour que l'Europe change d'ère » (Mai-Juin 2017)
-

DIFFUSION EN LIGNE PAR LES GROUPES DES SIGNATAIRES

- Michelin** | [« JE SIGNE CE MANIFESTE... PARCE QUE J'AI DES ENFANTS »](#)
MACIF | [Le groupe Macif signe le Manifeste pour décarboner l'Europe](#)
Orange | [Des dirigeants d'entreprises signent un manifeste pour une Europe "décarbonée"](#)
Crédit Mutuel | [Deux dirigeants du Groupe Crédit Mutuel s'engagent et signent le Manifeste pour décarboner l'Europe](#)
Groupe Aceco | [ACCEO et Catherine Zucca s'engagent pour le climat](#)
Unibail-Rodamco | [UR signe le "Manifeste pour décarboner l'Europe"](#)
Nexity | [Vers une Europe « zéro carbone » en 2050 ?](#)
-

AFP & REPRISES

AFP | DES PATRONS LANCENT UN SIGNAL D'ALARME POUR "DECARBONER L'EUROPE"

La dépêche AFP a été reprise au moins 38 fois, par :

FranceSoir | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour «décarboner l'Europe»](#)

Sciences et Avenir | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour «décarboner l'Europe»](#)

Romandie | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour «décarboner l'Europe»](#)

Ouest France | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour «décarboner l'Europe»](#)

L'Express-L'expansion | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour «décarboner l'Europe»](#)

Le Revenu | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Boursorama | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

LaLibre.be | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

La Voix du Nord | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Bourse Direct | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Connaissance des énergies | [Un manifeste pour « décarboner l'Europe » signé par de nombreuses personnalités](#)

Le Figaro | [L'appel de patrons pour "décarboner l'Europe"](#)

Libération | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour «décarboner l'Europe»](#)

Le Parisien | [Des patrons lancent un signal d'alarmer pour « décarboner l'Europe »](#)

Le Télégramme | [Climat. Un manifeste pour "décarboner l'Europe" d'ici 2050](#)

Nord Littoral | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Le Point | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Normandinamik | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour 'décarboner l'Europe'](#)

Myeurop | [Un plan pour « décarboner l'Europe »](#)

TV5 Monde | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Metro (BE) | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour « décarboner l'Europe »](#)

Fortuneo | [DES PATRONS LANCENT UN SIGNAL D'ALARME POUR "DÉCARBONNER L'EUROPE"](#)

DH.be | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

ABC Bourse | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Le Populaire du Centre | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Paris Normandie | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour « décarboner l'Europe »](#)

RTL Info (BE) | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Le Parisien Eco | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Medias 24 (Maroc) | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

La République du Centre | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

La Minute | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

L'Echo Républicain | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

L'Yonne Républicaine | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Investing | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

GoodPlanet Magazine | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour « décarboner l'Europe »](#)

Le Monde de l'Énergie | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour « décarboner l'Europe »](#)

Nordclair | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Orange Actualités | [Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"](#)

Le Monde Economie

Les patrons français offensifs sur le climat

Le think tank The Shift Project a réuni plus de 1 900 signatures au bas d'un manifeste rappelant à l'Europe ses engagements climatiques.

LE MONDE ECONOMIE | 21.03.2017 à 10h40 • Mis à jour le 21.03.2017 à 10h42 | Par Isabelle Chaperon



Une piqûre de rappel. Le think-tank The Shift Project, fondé par l'expert de la transition énergétique Jean-Marc Jancovici, a présenté, mardi 21 mars, un manifeste enjoignant aux gouvernements européens de maintenir leur vigilance sur les enjeux du climat : « *Nous, signataires du présent manifeste pour décarboner l'Europe, appelons les Etats européens à lancer dès maintenant les politiques capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro !* », débute le texte.

La vague verte a faibli

Quinze mois après l'Accord de Paris, le constat est sévère : la vague verte a faibli. Le changement climatique reste largement absent des débats de la campagne présidentielle en France. De son côté, le président américain, Donald Trump, a annoncé le 16 mars une coupe massive de 30 % dans le budget de l'Agence de protection de l'environnement.

A ce stade, le manifeste est soutenu par plus 1 900 signataires, dont plus de 80 patrons français. Des industriels comme Xavier Huillard (Vinci), Jean-Bernard Lévy (EDF), Martin Bouygues ou Jean-Dominique Senard (Michelin) ; des financiers, François Pérol (BPCE), Nicolas Dufourcq (Bpifrance), ou encore Jean-Pierre Mustier (UniCredit) mais aussi des représentants du monde académique comme Jean Jouzel (CEA), Yves Bréchet (Haut-commissaire à l'énergie atomique) ou Gaël Giraud (Agence française de développement).

S'appuyer sur les entreprises

Si nombre d'ONG préfèrent éviter la collaboration des entreprises, The Shift Project a, au contraire, pris le parti de s'appuyer sur leur financement et leur expertise. « *C'est un rappel de nos engagements de la COP21 dont le succès est largement lié à l'implication des entreprises* », souligne Thierry Déau, PDG du fonds d'infrastructures Meridiam.

« *Ce sont les entreprises qui vont mettre sur le marché des produits et services issus de l'innovation. Il n'existe pas de stratégie gagnante sur le long terme qui n'intègre pas le développement durable* », ajoute Claire Dorland-Clauzel, membre du comité exécutif de Michelin, en charge notamment du développement durable.

Le choix de la transition énergétique

Les industriels embrassent la transition énergétique dans la perspective de conquérir de nouveaux marchés dans l'énergie, les transports ou l'agriculture. Mais ce virage s'opère aussi sous la pression des investisseurs.

« La question du développement durable nourrit un échange avec les entreprises dont nous sommes actionnaires, qui va bien au-delà du dividende. Nous avons un rôle d'impulsion », explique Antoine Lissowski, directeur général adjoint de CNP Assurances, gros intervenant sur les marchés financiers. « Nous avons, par exemple, vendu les actions d'une entreprise réticente à réduire son emprise sur le charbon thermique. »

« Aucun programme présidentiel en France, ni aucune politique mise en œuvre en Europe ou dans le monde n'est encore à la mesure de l'ambition de l'Accord de Paris : atteindre la neutralité carbone (zéro émissions nettes de gaz à effet de serre) dès que possible au cours de ce siècle », déplore le groupe de réflexion qui demande aux candidats à la présidence de la République de s'engager dans ce sens.



Présidentielle : 80 patrons réclament un plan en faveur du climat

Par Frédéric De Monicault Mis à jour le 21/03/2017 à 10:53 Publié le 21/03/2017 à 09:00

Le think-tank Shift Project a élaboré un manifeste ratifié par environ 80 dirigeants d'entreprises. Un document présenté mardi qui appelle le prochain locataire de l'Élysée à prendre des mesures concrètes contre le réchauffement climatique.

Et si le prochain président de la République s'engageait en faveur d'une «vraie» stratégie climat? C'est le but en tout cas le but du Shift Project, un think-tank qui vise à la fois à éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. «Nous avons élaboré un "Manifeste" qui appelle les présidentiables à bâtir une stratégie de sortie des énergies fossiles à la hauteur de l'accord de Paris (NDRL: les conclusions de la COP21, à la fin de l'année 2015), expose Matthieu Auzanneau, le directeur du Shift Project. Autour de ce document, nous avons réuni près de 80 entreprises dont les dirigeants ont souscrit à notre démarche.»

Parmi les signataires, on trouve des groupes comme Michelin et la CNP, mais aussi des entreprises dédiées à la finance et des services ainsi que de nombreuses personnalités du monde académique (économistes, climatologues, dirigeants de grandes écoles...). «Pas moins de deux prix Nobel de la paix appuient notre initiative», se félicite Matthieu Auzanneau.

Concrètement, à l'issue de la conférence du Shift Project qui se tient mardi, la phrase suivante sera soumise aux candidats à l'élection présidentielle du printemps prochain. Son contenu est à fois ferme et limpide: «Je m'engage, si je suis élu président de la République française, à plaider avec détermination au sein du Conseil européen pour que celui-ci adopte avant 2020 une stratégie et un plan d'action à la mesure de l'accord de Paris, capables de permettre à l'Union européenne de parvenir à un niveau d'émissions nettes de gaz à effet de serre aussi proche que possible de zéro en 2050, afin de sauvegarder l'Europe face aux défis du changement climatique, de la préservation des ressources naturelles et de l'indépendance énergétique, et lui permettre d'être pionnière et leader d'une économie durable.» On verra assez vite si les intéressés (Macron, Fillon, Hamon, Le Pen...) montent au créneau ou pas sur ce dossier.

Fermeture des centrales à charbon

En attendant, Matthieu Auzanneau rappelle qu'en marge de cet appel aux candidats, le Shift Project a travaillé sur des propositions qui pourraient être les axes du plan d'action sous-tendu par le Manifeste. Parmi ces mesures, il y a la fermeture de toutes les centrales à charbon, la rénovation des logements anciens et des bâtiments publics, la jonction par train rapide entre les grandes métropoles, l'intensification de l'agriculture durable ou encore la séquestration du carbone par les forêts européennes.

Même si le directeur du Shift Project souligne bien que ces propositions n'engagent en rien les signataires du Manifeste, ceux-ci savent bien qu'en s'engageant ils apportent un soutien implicite au sérieux de ce travail. Ultime précision: toutes ces propositions sont dimensionnées en termes d'investissement, de bénéfice économique et de réduction d'émissions. Il est donc particulièrement intéressant de les étudier.

L'économie et la finance françaises se mobilisent pour le climat

Par Dominique Pialot | 21/03/2017, 15:59 | 1020 mots

A quelques semaines de l'élection présidentielle, The Shift Project, un think tank français dédié à la transition énergétique, lance un manifeste pour décarboner l'Europe à l'horizon 2050. Quelque 1.900 personnes dont de nombreux chefs d'entreprises et financiers l'ont déjà signé.



Ils en ont quand même un peu parlé. On n'avait même rarement vu autant de candidats à l'élection présidentielle française citer, même brièvement, les enjeux de l'énergie et du climat que lors de ce premier débat télévisé qui les a opposés hier soir, lundi 20 mars.

Mais pour Jean-Marc Jancovici, expert du climat et fondateur du think tank The Shift Project dédié à la transition énergétique, il est *"un peu futile de se préoccuper de nos retraites ou de savoir si l'école primaire sera capable de correctement remplir sa fonction"* si l'on ne parvient pas à s'occuper en même temps des conditions de stabilité et de l'espérance de vie sur Terre.

Rappelant quelques chiffres et ordres de grandeur pour mieux alerter sur l'urgence, il a prôné, lors d'une conférence de presse ce mardi 21 mars, la fin des mesures "anecdotiques" face au défi climatique et une "révolution douce".

Une stratégie bas-carbone adoptée par l'Europe avant 2020

C'est ce qui sous-tend le "Manifeste pour décarboner l'Europe" lancé par The Shift Project, avec pour objectif de faire monter le sujet dans le débat public d'ici à l'élection, voire d'inciter les présidentiables à s'engager *"à plaider avec détermination au sein du Conseil européen pour que celui-ci adopte avant 2020 une stratégie et un plan d'action à la mesure de l'accord de Paris, capables de permettre à l'Union européenne de parvenir à un niveau d'émissions nettes de gaz à effet de serre aussi proche que possible de zéro en 2050, afin de sauvegarder l'Europe face aux défis du changement climatique, de la préservation des ressources naturelles et de l'indépendance énergétique, et lui permettre d'être pionnière et leader d'une économie durable"*.

Pour ce faire, le think tank mise sur la pression que la société civile peut exercer sur les politiques, *« une méthode qui a prouvé son efficacité en Europe par le passé, notamment sur l'euro »*, rappelle Matthieu Auzanneau, son directeur.

Réconcilier l'économie et la politique au chevet du climat

Près de 1.900 signataires ont d'ores et déjà endossé le manifeste, dont quelque 80 patrons de grandes entreprises mais aussi d'ETI et de PME, ainsi que des représentants d'organisations professionnelles et du monde académique français.

Ainsi, les climatologues Jean Jouzel (CEA) et Hervé Le Treut, les économistes Philippe Aghion ou Gaël Giraud (Agence française de développement), côtoient Xavier Huillard (Vinci), Jean-Bernard Lévy (EDF), Martin Bouygues, Jean-Dominique Senard (Michelin), Guillaume Pépy (SNCF), Martin Bouygues, Augustin de Romanet (Aéroports de Paris) ou Gauthier Louette, PDG de SPIE. Le secteur financier n'est pas en reste, avec des personnalités telles que François Pérol (BPCE), Nicolas Dufourcq (Bpifrance), Jean-Pierre Mustier (UniCredit), Frédéric Lavenir (CNP Assurances) ou encore le banquier Philippe Oddo et l'ancien directeur général de la Banque mondiale Bertrand Badré.

« Kyoto, c'étaient les politiques sans l'économie, et depuis la COP21, on a l'impression d'avoir l'économie sans la politique ; l'objectif c'est de réconcilier les deux », détaille Matthieu Auzanneau.

« Nous, signataires du présent manifeste pour décarboner l'Europe, appelons les Etats européens à lancer dès maintenant les politiques capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro ! »

Une déclaration en ligne avec l'Accord de Paris largement soutenu par le monde économique. Pour parvenir à rester en dessous d'une hausse de la température moyenne de 2°C au niveau mondial, les émissions nettes doivent être nulles *« quelque part entre 2050 et la fin du siècle »*, rappelle en effet Jean-Marc Jancovici. Pourtant, toutes les grandes entreprises françaises ne l'ont pas signé. On note ainsi l'absence d'Engie ou de La Poste parmi les noms traditionnellement très vocaux sur le sujet de la transition énergétique.

Un investissement équivalent à 3% du PIB européen

Un appel qui ne se confond pas avec les neuf mesures détaillées par le think tank pour y parvenir. Sans surprise, celles-ci visent les principaux émetteurs européens de gaz à effet de serre. Dans l'énergie, fermer toutes les centrales à charbon du Vieux continent ; dans les transports, diviser par deux la voiture individuelle dans les zones urbaines et péri-urbaines, généraliser la voiture à 2 litres aux 100 kilomètres et tripler le réseau de trains à grand vitesse entre villes européennes. Dans le bâtiment (36% des émissions), rénover tout le parc antérieur à 1990 et les bâtiments publics non résidentiels ; dans l'industrie, notamment les secteurs les plus énergivores (sidérurgie, chimie, ciment), passer à l'éco-conception et à l'économie circulaire pour inventer l'industrie lourde bas-carbone. L'agriculture (30% des émissions) et les forêts (qui absorbent 10% des émissions européennes) ne sont pas oubliées.

L'investissement correspondant à ces mesures est chiffré par le think tank entre 250 et 500 milliards d'euros par an, soit un peu moins de 3 % du PIB de l'Union européenne.

Le rôle de l'Europe face au président américain climato-sceptique

Malheureusement, le think tank reconnaît ne pas avoir connaissance d'initiative similaire dans d'autres Etats membres, avec lesquelles il pourrait se coordonner.

Espérons néanmoins que ce l'efficacité de ce Manifeste se révélera plus efficace que la lettre ouverte adressée à Donald Trump par 360 entreprises, essentiellement américaines, en marge de la COP 22. Elles lui demandaient de respecter l'accord de Paris, mais aussi de "soutenir les investissements en faveur d'une économie bas-carbone aux Etats-Unis et à l'étranger, afin de donner plus de clarté aux décideurs financiers et de renforcer la confiance des investisseurs dans le monde". A en juger par les annonces du président américain depuis son investiture, jusqu'à la nomination d'un climato-sceptique à la tête de l'Agence de protection de l'environnement dont il vient de sabrer 30% du budget, il ne semble y avoir été très sensible. Raison de plus pour les Européens d'occuper ce terrain et de ne pas laisser le champ libre à la Chine qui brûle de prendre le leadership sur le climat.

Les Echos

Un plan pour une Europe « zéro carbone »

Benoit Georges / Chef de service Le 21/03 à 06:00 Mis à jour à 08:44

Le think tank The Shift Project lance ce mardi son « Manifeste pour décarboner l'Europe » d'ici à 2050. Ce texte volontariste s'accompagne d'un plan d'action précis et chiffré.

Signer un accord international sur le climat, c'est bien. Engager des actions concrètes pour le faire respecter, ce serait nettement mieux. C'est le sens du « Manifeste pour décarboner l'Europe » rédigé par le think tank The Shift Project, qui sera lancé officiellement ce mardi à Paris. Porté par l'idée que « *l'Europe se doit d'ouvrir la voie de la prochaine révolution industrielle, celle de la sortie des énergies fossiles* », le texte a déjà recueilli plus de 1.500 signatures, dont celles de plusieurs dirigeants de grandes entreprises françaises. Parmi ces patrons, dont la liste complète sera révélée aujourd'hui, on trouve par exemple Xavier Huillard, PDG de Vinci, Jean-Dominique Senard, président de Michelin, ou Gauthier Louette, PDG de SPIE. Leurs noms côtoient ceux d'autres personnalités, comme le banquier Philippe Oddo, l'ancien directeur général de la Banque mondiale Bertrand Badré, l'économiste Philippe Aghion ou le climatologue Hervé Le Treut.

« *L'Accord de Paris sur le climat est une magnifique boîte très technique, mais c'est une boîte vide avec plein de trous pour en sortir*, estime Matthieu Auzanneau, directeur du think tank depuis octobre dernier. *Ce qui manque, c'est une stratégie pour mettre en oeuvre ce que prévoit l'accord, c'est-à-dire pour réussir à faire tourner les grands systèmes complexes qui font l'économie sans émission nette de CO2.* » La date choisie pour lancer l'initiative ne doit rien au hasard : dans la foulée, le think tank demandera aux candidats à l'élection présidentielle de s'engager, eux aussi, à plaider pour un plan d'action européen.

Pour éviter de faire de ce manifeste une pétition de principe de plus, le texte s'accompagne d'une liste de neuf propositions concrètes. L'un et l'autre sont présentés comme indépendants : signer le manifeste ne signifie pas que l'on soutient l'intégralité des neuf points, qui constitue seulement « la vision du Shift Project » de ce que pourrait être un plan d'action. C'est cette partie-là qui est la plus intéressante d'un point de vue prospectif, car elle offre des pistes concrètes et ambitieuses, avec dans chaque cas un mode d'action et un chiffrage précis. « *Nous avons décidé de nous en tenir à moins de dix propositions pour souligner que toutes sont importantes, et pour que le plan puisse être vu et compris dans son ensemble* », explique Jean-Marc Jancovici, fondateur et président du Shift Project (et chroniqueur régulier aux « Echos »). L'ensemble des mesures détaillées ci-dessous coûterait entre 250 et 500 milliards d'euros par an, soit un peu moins de 3 % du PIB de l'Union européenne.

Fermer toutes les centrales à charbon européennes

C'est la mesure qui aurait le plus fort impact : l'abandon du charbon pour la production électrique permettrait de réduire les émissions de l'Union européenne de 800 millions de tonnes équivalent CO₂, soit près du quart de ce qu'il faudrait pour atteindre l'objectif d'une Europe « zéro carbone ». En outre, l'amélioration de la qualité de l'air qui en résulterait évitera « *la mort prématurée de 400.000 citoyens européens par an* », affirme The Shift Project. Pour y parvenir, il suggère entre autres de mettre en place un plafond d'émissions pour les installations produisant de l'électricité, de subventionner la fermeture des centrales les plus émettrices et de soutenir la R&D pour la production bas carbone et le stockage du carbone. Quant au coût, il dépendra fortement de la part du nucléaire dans le futur « mix électrique » : évalué à 1.300 milliards d'euros d'ici à 2050 pour une solution 100 % renouvelable, il pourrait descendre à 400 milliards d'euros en remplaçant les centrales à charbon par des centrales nucléaires - une approche défendue de longue date par Jean-Marc Jancovici.

Généraliser la voiture à moins de 2l/100 km

Obliger l'industrie automobile à passer au véhicule économe, mais pas forcément tout électrique : c'est la proposition avancée par le think tank, qui mise sur des plafonds d'émissions pour les véhicules neufs, des subventions pour faciliter le rajeunissement du parc et une augmentation du taux d'imposition sur les

carburants, avec en parallèle un soutien à la R&D pour améliorer la performance énergétique des moteurs. Coût estimé : jusqu'à 2.000 milliards d'euros de surinvestissement cumulé sur la période 2015-2050.

Révolutionner le transport urbain

Diviser par deux le recours aux véhicules particuliers dans les villes et à leur périphérie. Là aussi, l'objectif fixé peut sembler ambitieux, mais il est à la mesure du problème : la mobilité urbaine représente environ 40 % des gaz à effet de serre émis par le secteur des transports en Europe, et les embouteillages ont un coût économique de 100 milliards d'euros par an. Encourager le vélo, l'autopartage, le covoiturage et les transports en commun en site propre reviendrait bien moins cher : de 750 à 1.050 milliards d'euros sur la période, soit entre 20 et 30 milliards d'euros par an.

Tripler le réseau de trains à grande vitesse

Pour le transport de personnes, la voie ferrée est la plus vertueuse : moins de 1 % des émissions pour 7 % du volume du transport de passagers. Généraliser les liaisons à grande vitesse entre les grandes métropoles européennes permettrait donc de concurrencer efficacement l'avion et la voiture, et d'économiser 250 millions de tonnes équivalent CO2 en 2050. Cela demanderait de créer ou d'adapter 30.000 km de voies ferrées, soit un coût cumulé estimé entre 1.000 et 1.700 milliards d'euros, selon le rapport - qui, en revanche, n'évoque pas de mesure en faveur du fret ferroviaire.

Inventer l'industrie lourde post-carbone

La « nouvelle révolution industrielle », prophétisée par de nombreux acteurs économiques, doit pour The Shift Project contribuer à réduire les émissions. Trois secteurs sont particulièrement visés : la sidérurgie, la chimie et le ciment. La priorité doit être donnée à l'écoconception, à l'économie circulaire et au développement de nouvelles technologies de production de chaleur. Coût d'ici à 2050 : 300 milliards d'euros.

Rénover l'ensemble du parc de logements anciens

C'est, et de loin, le poste le plus coûteux du programme : isoler de façon optimale la quasi-totalité de l'habitat construit avant 1990, et équiper les logements de systèmes de chauffage décarbonés (pompe à chaleur, bois, solaire...) coûterait entre 140 et 240 milliards d'euros par an, soit la moitié de la facture. Aujourd'hui, les bâtiments sont responsables de 36 % des émissions de CO2. The Shift Project mise sur un financement des travaux par les ménages, avec éventuellement des aides de la collectivité.

Rendre l'immobilier public exemplaire

Le deuxième chantier immobilier du programme concerne les bâtiments publics non résidentiels (bureaux, hôpitaux, écoles...), dont les deux tiers en Europe ont été construits avant 1980. Le plan propose une rénovation systématique, au rythme de 3 % du parc par an, pour un coût total estimé, selon les scénarios, entre 1.200 et 2.200 milliards d'euros sur la période 2015-2050.

Renforcer la forêt pour piéger le carbone

A elles seules, les forêts européennes absorbent 10 % des émissions de gaz à effet de serre. Encourager l'utilisation du bois dans la construction, soutenir les programmes de reforestation et lutter contre l'artificialisation des cultures permettraient une réduction des émissions de l'ordre de 100 millions de tonnes à l'horizon 2050, pour un coût total estimé à 140 milliards d'euros, soit 4 milliards d'euros par an.

Rendre l'agriculture vraiment durable

L'alimentation est aujourd'hui responsable de 30 % des émissions. Diviser par deux le gaspillage, mais aussi privilégier la qualité de la viande à sa quantité (car l'élevage concentre entre 70 et 80 % des émissions directes du secteur agricole) permettrait de réduire les émissions de 135 millions de tonnes. C'est le seul point pour lequel le rapport du Shift Project estime qu'aucun nouvel investissement n'est nécessaire : il suffirait de redistribuer le budget de la politique agricole commune.

Challenge^s

Climat : Pourquoi les patrons s'unissent (enfin) pour décarboner l'Europe

Le 21.03.2017 à 16h25 Thuy-Diep Nguyen – Journaliste

Pour la première fois, patrons, économistes et autres personnalités du monde économique publient un manifeste commun pour une Europe verte. Une seule voix, une flopée de mesures radicales, mais un grand absent : le prix carbone.



Une première. Quinze mois après l'accord de Paris de la COP 21 – qui a vu de nombreuses grandes entreprises sortir (enfin) du bois sur le climat – la planète économique se décide à parler d'une seule voix. Ce matin, à l'initiative de Shift Project, think tank dédié à la transition énergétique, il a publié un manifeste pour décarboner l'Europe.

Près de 2.000 signataires, souvent inattendus: François Hommeril de la CE-CGC ; les anciens ministres Arnaud Montebourg et Christian Pierret ; des personnalités du monde académique (l'économiste Philippe Aghion ou Yves Bréchet, Haut-Commissaire à l'Energie Atomique...), des financiers (Patrick Sayer d'Eurazeo, Dominique Sénéquier d'Ardian, Nicolas Dufourcq de la BPI, Jean-Pierre Mustier d'Unicredit, Jean-Marie Messier...). Mais aussi – surtout? – une palanquée de grands patrons : Stéphane Richard ([Orange](#)), Jean-Bernard Lévy ([EDF](#)), Philippe Varin ([Areva](#)), Guillaume Pépy (SNCF)... Certains, tel Alain Montarant de la Macif, sont allés jusqu'à faire valider leur paraphe par leur conseil.

Tous unis autour de ce wake-up call à l'intention des politiques – présidentiables en tête. " Hier soir, lors du débat entre les candidats, il n'y a eu qu'une question sur l'environnement – qui plus est, la plus manichéenne : " nucléaire ou éolien? ", regrette Jean-Marc Jancovici, président du Shift. Or le réchauffement climatique est un problème aussi urgent que celui de la retraite ou de l'éducation. En France, comme ailleurs, on bricole."

Inédite, la mobilisation n'est pas fortuite. " Aujourd'hui, les entreprises savent qu'il n'y a pas que des coups à prendre et que des contraintes sur les émissions peuvent aussi leur être bénéfiques, " poursuit Jancovici, tout en convenant qu'il a dû " prendre son bâton de pèlerin pour convaincre". "Il faut soutenir toute initiative qui rapproche le public du privé et qui montre qu'on est entré dans cette révolution douce," insiste Claire Dorland-Clauzel, directrice des marques et membre du Comex de Michelin, signataire de la première heure. Voilà quinze ans, dit-elle, que Bibendum a intégré le développement durable dans sa stratégie. Michelin s'est notamment fixé des objectifs en matière de CO2: des produits qui en émettent moins aux usines plus propres, en passant par un prix du carbone interne (50 euros la tonne) " qui oriente nos investissements, comme la construction d'une nouvelle usine. " Bénéfices à la clé: " Lancé en 1992, notre premier pneu Energy Saver nous a coûté de l'argent pendant dix ans. Aujourd'hui, elle conforte notre position de leader, " cite Claire Dorland-Clauzel.

Aucune mention claire du nucléaire

Juteuse, la thématique séduit aussi l'opinion. Selon le baromètre publié la semaine dernière par Reputation Institute, les éléments liés à la RSE comptent désormais pour 43% dans la réputation des grands groupes du

Cac 40 – quatre points de plus qu'il y a un an. Alors... énième et habile coup de com'? " Le diable est dans le détail. Des mesures que nous abordons régulièrement sont portées par ce manifeste, mais il reste un flou artistique autour des sources de production d'électricité, en particulier du nucléaire ", tacle Célia Gautier, du réseau d'experts Action Climat France, qui publie aussi cette semaine, aux côtés d'autres associations environnementales et organismes de droits humains, un texte pour une Europe durable.

De fait, parmi les neuf mesures du Shift – qui n'engagent en rien leurs signataires - aucune mention claire du nucléaire. Et un grand (et curieux) absent, le prix du carbone. Une avancée réelle pourtant réclamée par de nombreux grands patrons! " Nous avons évité les mesures transversales, fiscale ou autre, qui risquaient d'être cannibalisé sur le plan médiatique, plaide Jancovici.

Ce manifeste, c'est d'abord l'engagement d'avoir une stratégie cohérente et une base de discussion solide pour la suite. " Chiffres à l'appui: fort des données collectées depuis des années auprès des entreprises françaises et européennes, le think tank estime entre 220 et 500 milliards d'euros par an, au niveau européen, les investissements nécessaires pour mettre en musique des propositions radicales: fermer toutes les centrales au charbon, généraliser la voiture à moins de 2 litres/100 kilomètres, rénover tous les logements anciens... Au collectif, donc, de dépasser la simple déclaration d'intention.

Le patronat valorise une Europe sans CO₂

Le 23.03.2017 – Thuy-Diep Nguyen – Journaliste

Actualité analyse

Le patronat valorise une Europe sans CO₂

Signant un manifeste inédit, le monde de l'économie s'engage. Dans certaines limites.

Une première. Le 21 mars, à l'initiative du think tank The Shift Project, le monde économique publiait un manifeste pour une Europe décarbonée. Près de 2000 signataires, souvent inattendus : François Hommeril de la CFE-CGC, l'économiste Philippe Aghion, des financiers comme Patrick Sayer d'Eurazeo, Nicolas Dufourcq de Bpifrance, Jean-Pierre Mustier d'UniCredit... Mais aussi beaucoup de grands patrons (Orange, EDF, Areva, SNCF...). Tous unis autour de cet appel aux politiques.

Inédite, la mobilisation n'est pas fortuite. « Les entreprises savent que des contraintes sur les émissions peuvent aussi leur être bénéfiques », dit Jean-Marc Jancovici, président

de Shift. « Ce texte prouve que beaucoup ont intégré cet élément dans leur stratégie. Il faut soutenir toutes les initiatives qui rapprochent public et privé », insiste Claire Dorland-Clauzel, membre du comex de Michelin, entreprise signataire qui s'est fixé ses propres priorités en matière de CO₂.

La thématique plaît aussi à l'opinion. Énième coup de com'? « Le diable est dans le détail, tacle Célia Gautier, du réseau Action Climat France, qui publie cette semaine, avec d'autres organismes, un texte pour une Europe durable. Des mesures que nous abordons sont portées par ce manifeste, mais il reste un flou artistique bien entretenu autour des sources de production d'électri-



Présentation du manifeste de The Shift Project, le 21 mars à Paris. Parmi les signataires, beaucoup de grands patrons, dont ceux d'Orange, d'EDF, d'Areva, de la SNCF.

citée, en particulier du nucléaire. » De fait, l'initiative de Shift compte un grand absent : le prix du carbone... pourtant réclamé par nombre de grands patrons. « Nous avons évité les mesures transversales, fiscale ou autre, qui risquaient d'être cannibalisées sur le plan médiatique, plaide Jancovici. Ce manifeste, c'est d'abord l'engagement d'une stratégie cohérente et une base de discussion solide. » Au collectif de jouer pour dépasser la déclaration d'intention. **T.-D. N.**



Des patrons lancent un signal d'alarme pour "décarboner l'Europe"

AFP | 21 MARS 2017 [Repris par FranceSoir, Sciences et Avenir, Romandie.com, Ouest France, L'Express-L'Expansion, Le Point, Le Revenu, Boursorama, LaLibre.be, La Voix du Nord, Connaissance des énergies...]

Près de 80 patrons d'entreprises ainsi qu'une quarantaine d'autres personnalités ont appelé mardi le futur président français et les États européens à se "réveiller" et agir "au plus vite" pour "décarboner l'Europe" afin de "garantir la paix".

Quinze mois après la signature de l'Accord de Paris sur le climat, ces personnalités du monde économique, académique et politique ont lancé un "appel à se réveiller" en signant un "manifeste pour décarboner l'Europe" d'ici à 2050.

Dans ce texte, ils appellent à "bâti au plus vite un plan d'actions" à la mesure de l'enjeu du climat, pour "aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro".

Ils préviennent que "l'accord de Paris sur le climat engage l'Europe à réinventer la totalité de son économie. Tout ou presque reste à faire".

Parmi ses 1.900 signataires, figurent notamment les patrons d'EDF, Bouygues, Vinci, Michelin, SNCF, ADP, Areva, Vallourec, l'ancien ministre socialiste Arnaud Montebourg et des économistes.

Gauthier Louette, PDG du groupe de services multitechniques aux entreprises Spie, a expliqué avoir signé "parce que j'ai des enfants".

A l'origine du manifeste, le groupe de réflexion sur la transition énergétique Shift Project estime que "les solutions techniques et organisationnelles sont là" et qu'il ne tient qu'à la volonté des Européens, d'"inventer l'Europe post-carbone".

Il faut "bousculer" avec une "révolution douce" et cesser de prendre des mesures "anecdotiques" face au défi climatique, a déclaré Jean-Marc Jancovici, président du think tank, au cours d'une conférence de presse.

Pour l'instant, la politique menée par les États européens ne permet, selon lui, "en rien d'espérer limiter le réchauffement à 2°C" et donc "ne permet pas de garantir la paix".

Le problème du réchauffement climatique est "mal traité dans les débats politiques", a-t-il déploré, observant qu'"une seule question sur l'environnement" a été posée aux candidats à l'élection présidentielle lors du débat télévisé de lundi.

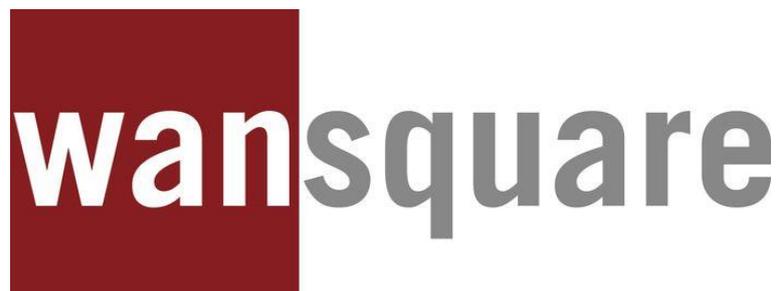
Il a jugé "un peu futile de se préoccuper de nos retraites ou de savoir si l'école primaire sera capable de correctement remplir sa fonction", sans s'occuper en même temps des conditions de stabilité et de l'espérance de vie sur Terre.

"Tout ce qui peut faire comprendre qu'on est entré dans cette révolution est important", a souligné la directrice des marques de Michelin, Claire Dorland-Clauzel, en promettant que chacune de ses 69 usines seraient "propres d'ici à 2030".

Fin 2015, 195 nations ont adopté l'accord de Paris pour limiter le réchauffement sous le seuil de 2°C par rapport à la Révolution industrielle, et ainsi atténuer un dérèglement généré largement par la combustion des énergies fossiles.

Mais pour les scientifiques, cette limite reste encore très élevée, et les engagements nationaux pris à ce stade insuffisants.

The Shift Project a élaboré, en parallèle du manifeste, neuf propositions, non endossées par les signataires. Parmi elles : fermer toutes les centrales à charbon, généraliser la voiture consommant moins de 2 litres aux 100 km, révolutionner le transport en ville, redonner l'avantage au train, rénover les logements anciens et les bâtiments publics, ou encore réussir le passage à l'agriculture durable.



Les 10 chiffres du jour : n°1



LES 10 CHIFFRES DU JOUR

mercredi 22 mars 2017

80

chefs d'entreprises

Près de 80 patrons d'entreprises ainsi qu'une quarantaine d'autres personnalités ont appelé hier le futur président français et les Etats européens à se "réveiller" et agir "au plus vite" pour "décarbonner l'Europe" afin de "garantir la paix".

l'Opinion

Ces patrons qui veulent décarboner l'Europe

L'Opinion · 21 mars 2017 · Irène Inchauspé @iinchauspe

LE VENDREDI 4 NOVEMBRE DE L'AN 2016, l'Accord de Paris, qui vise à contenir la hausse des températures et à lutter contre le dérèglement climatique, est entré en vigueur, moins de onze mois après son adoption à l'issue de la COP21. « Un signal fort à l'ensemble des acteurs de la société : le monde est en train de changer, avait alors expliqué Ségolène Royal. Signal qui « montre aux entreprises et aux investisseurs la voie d'un développement sobre en carbone qui est désormais retenue par les Etats à travers le monde », avait-elle ajouté. Le 21 mars 2017, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a pourtant confirmé que 2016 a été l'année la plus chaude jamais observée, avec un réchauffement de 1,1 °C par rapport à l'ère préindustrielle, et prévu que 2017 connaîtrait une poursuite des conditions extrêmes. Alors, à quoi cela sert tout ça ?

En France, près de 2 000 dirigeants de grandes ou moyennes entreprises, des représentants d'organisations professionnelles ainsi que des personnalités du monde académique ont décidé de réagir. A l'initiative du Shift Project, groupe de réflexion sur la transition énergétique, ils « prennent acte du devoir moral, de la nécessité et de l'opportunité historique que constitue pour l'Europe la sortie des énergies fossiles ». Et signent un « Manifeste pour décarboner l'Europe ». « J'ai signé, sans hésiter, le manifeste du Shift Project que j'accompagne depuis sa création tant ce qui est proposé, aujourd'hui dans notre texte, me paraît depuis nos débuts une évidence, explique Bertrand Badré, PDG de BlueOrange Capital, ex directeur général de la Banque mondiale. Une Europe décarbonée est la prochaine étape dans la transition Energie Climat. Elle suppose la mobilisation de tous et en particulier de l'industrie financière comme l'a rappelé la COP21. »

« La protection de l'environnement est inexistante dans le débat présidentiel, juge pour sa part Emmanuelle Guilbart, co directrice générale d'About Premium Content. Toutes les forces politiques, nationales et européennes, doivent mettre tout leur poids pour faire muter les politiques industrielles et remonter l'environnement dans les priorités mondiales. Nous citoyens, hommes et femmes actifs dans l'économie, y veilleront. » Pour Xavier Huillard, PDG de Vinci, « il faut bien sûr continuer à faire évoluer les technologies mais surtout aborder différemment les projets. Un véritable changement de paradigme s'impose. Dorénavant, chaque projet doit être apprécié sur l'ensemble de son cycle de vie ».

Wake up call. Pour d'autres, il faut signer le manifeste car « nous sommes à un moment critique où tout peut basculer ». D'autres enfin signent parce que leur activité les maintient éloignés du sujet et que leur signature les en rapproche. « Ce manifeste est un wake up call, 15 mois après la signature de l'Accord de Paris, explique Sylvain de Forges, administrateur du Shift Project, qui fut notamment directeur des risques chez Veolia. C'est un message lancé à l'Europe tout entière, afin de bâtir ensemble et au plus vite un plan d'actions cohérent et ambitieux à la mesure de l'enjeu du climat. »

Et il y a fort à faire ! Les experts du Shift Project ont prévu neuf mesures pour « décarboer l'Europe ». Elles n'engagent cependant pas les signataires du manifeste. Fermer toutes les centrales à charbon en Europe, rénover les logements anciens (25 milliards de m², dont 75 % de résidentiel qui, pour une grande majorité, ont été construits avant 1990), lancer le grand chantier de la rénovation des bâtiments publics, développer la séquestration du carbone par les forêts européennes... Autant de chantiers que l'Europe pourrait lancer, qui coûtent cependant une fortune (certains nécessitent des investissements de 500 ou 1 000 milliards d'euros). Un coût que les experts du Shift Project ne dissimulent pas et pour lesquels ils présentent des solutions de financement. « Tous les sujets sont traités de façon détaillée et concrète, explique Sylvain de Forges. Nous souhaitons que les entreprises sachent où nous devons aller en matière de transition énergétique, et leur montrer que sur cette route, il y a certes des contraintes mais aussi de formidables opportunités ». Nul doute qu'en cette période électorale, et fort du soutien des signataires du manifeste, le Shift Project prendra d'autres initiatives.